Quelques raisons de notre départ du NPA-Révolutionnaires — contribution de quatre militant-e-s

Ci-dessous une version adaptée au public d'un texte que 4 ex-militant.e.s du NPA-Révolutionnaires ont soumis au bulletin interne de discussion du Conseil de politique national du parti des 15 et 16 juin. Ils explicitent ici les raisons de leur départ de l'organisation pour rejoindre la Tendance Claire. Rappelons que la Tendance Claire, qui était une tendance du NPA depuis sa fondation, avait vu son intégration refusée par la direction de ce "NPA de gauche" qui se revendiquait d'une continuité organisationnelle avec le NPA d'avant le congrès de scission de 2023.

Chèr.es camarades, voilà quelques semaines que nous réfléchissons à quitter le parti, et nous explicitons dans ce texte, à l'occasion du Conseil Politique National, les raisons de notre départ. Celles-ci vont au-delà des événements récents, bien que nous soyons y compris en désaccord avec la tactique électorale proposée par la direction suite à la dissolution de l'Assemblée nationale (voir paragraphe 6).

Le constat d'une « étincellisation » avancée du NPA…

Certain.es d'entre nous ont fait le congrès en soutien critique à la plateforme C, hégémonisée par la Fraction l'Étincelle, et identifiaient déjà les désaccords qui nous opposent à la tradition de ce courant. Nous estimons que celui-ci se caractérise par une conception ouvriériste de la lutte des classes, et articule de façon insuffisante voire erronée la lutte contre l'exploitation et la lutte contre les oppressions, en termes d'intervention comme en termes d'analyse et de programme. Nous avions d'ailleurs réaffirmé cette divergence avec d'autres camarades lors de l' « AG de Blois » du 29 octobre. Pour nous, la centralité stratégique de la classe des travailleur.ses ne signifie pas la centralité thématique des questions salariales / sociales en termes de propagande, ni le délaissement de l'intervention dans les mouvements contre les oppressions, qui ne peut selon nous se résumer à une simple politique d'apparition.

En ce sens, la réduction de la commission féministe (dont certains camarades ont assumé qu'ils n'en voyaient d'ailleurs pas l'utilité !) à un secrétariat resserré s'occupant ponctuellement d'assurer topos et propagande est symptomatique. De

même, la contradiction de classe, bien qu'elle soit objectivement centrale dans le système capitaliste dans son ensemble, n'est pas toujours la contradiction qui s'exprime le plus dans tout conflit. Par exemple, la question palestinienne est principalement traversée par la contradiction impérialisme / nation opprimée, ce qui a des implications en termes d'analyse marxiste du conflit et d'orientation. De plus, la police n'est pas un simple organe de répression de la résistance de classe, elle assure une partie des conditions globales de stabilité du système capitaliste, y compris en maintenant l'oppression raciale justifiant la division raciale du travail au sein du prolétariat.

… qui comprend mais dépasse les questions de fond : la question du parti.

Si nous parlons d' « étincellisation » de l'organisation, ce n'est pas simplement pour des raisons d'orientation qui étaient en réalité très prévisibles, que ce soit dans l'analyse des contradictions actuelles du capitalisme mondialisé, dans le rapport à la question de l'islamophobie (ambiguïté des prises de position sur la répression du port du voile et de l'abaya, par exemple), ou encore dans les positions prises sur la question de la prostitution.

C'est en effet en partie une question organisationnelle : ce que nous découvrons, ce sont des manières de fonctionner. D'abord, on nous parle de « centralisme démocratique » et de discipline de parti dans un contexte où l'organisation sort d'une scission-exclusion orchestrée par l'ancienne direction. Il n'y a toujours pas eu de congrès de refondation pour adopter une « compréhension commune de la période et des tâches », qui est la condition sine qua non de cette discipline qui rendrait possible un centralisme démocratique et qui ne peut se décréter administrativement. Sur cette base, nous avons constaté un resserrement antidémocratique de l'organisation, à tous les étages, en particulier celui du Conseil Politique National (CPN) où la qualité des discussions s'est dégradée. Au-delà, les discussions nationales ou fédérales nous semblent traversées par un biais d'auto-congratulation, avec peu de bilans honnêtes qui sont tirés, en lien avec les difficultés auxquelles nous sommes confronté.es dans l'intervention. La discussion-bilan qui a eu lieu aux Rencontre d'Été Révolutionnaires ressemblait à une liesse de victoire alors que nous sortions d'un mouvement que les directions syndicales venaient d'enterrer et dans lequel nous n'avons réussi à faire aucune démonstration significative à l'échelle nationale.

En somme, les rapports internes au parti semblent pollués par des enjeux d'homogénéisation politique de l'organisation. La priorité accordée à l'homogénéisation limite la direction dans sa capacité à discuter honnêtement de sa politique, obstrue le débat démocratique interne et nous déconnecte tant des situations politiques qui se présentent à nous que des préoccupations de notre classe. Cette homogénéisation semble néanmoins fonctionner au ralenti à propos de la supposée « fusion-intégration » d'A et R et de l'Etincelle : qu'en est-il, d'ailleurs, de vos discussions ? Il paraît étonnant

que les deux fractions dirigeantes de l'organisation annoncent un processus de fusion sans que les militant.es ne soient informé.es des enjeux de cette fusion.

Propagandisme dogmatique

Comme nous l'avions signalé avec d'autres camarades à la sortie l'AG de Blois, nous sommes en profond désaccord avec le poids donné à la propagande dans l'intervention du parti. Propagande qui n'est d'ailleurs pas très efficace parce qu'elle concentre, probablement par conservatisme, l'essentiel de ses efforts sur la presse papier dans une période où la diffusion numérique est au centre de l'attention, en particulier dans la jeunesse. Le journal papier a d'ailleurs progressivement pris une place prépondérante dans les comités, qui, pour beaucoup d'entre eux, restent très administratifs, alors qu'ils devraient irriguer le parti des discussions de fond internes.

Cette propagande nous semble par moment « dogmatique », avec des analyses superficielles. Dans le journal Révolutionnaires, on a par exemple pu lire un article qui faisait un parallèle entre la guerre impérialiste dans la bande de Gaza avec la guerre inter-impérialiste de 1914-1918, mettant *in fine* dos-à-dos le Hamas et l'armée israélienne. On a pu lire aussi, dans un Bulletin Interne de la dernière Conférence Nationale des Jeunes, une contribution sur la dette qui passait complètement au-dessus des contraintes budgétaires que représentent les intérêts de la dette pour un gouvernement bourgeois, et résumant l'explication de la crise actuelle à l' « anarchie de la production capitaliste », qui est pourtant une caractéristique permanente du capitalisme.

Les exemples de cet ordre sont nombreux, et suivent un schéma récurrent : face à une situation d'actualité donnée, on proposera une analyse reprenant des énoncés classiques du marxisme, mais vidés de leur portée dialectique car mécaniquement plaqués sur les coordonnées objectives de la période. Cela dispense en général d'interpréter la situation en fonction des données historiques contemporaines, et de la traiter de façon dialectique. À quoi sert-il donc d'organiser tant de séances de lecture de théorie marxiste si l'on débouche sur des approximations telles que celles mentionnées ci-dessus ? Tout cela donne l'impression d'un semblant d'orthodoxie qui s'écarte pourtant d'éléments fondamentaux de l'analyse marxiste. Nous y voyons le symptôme d'une formation des militant.es qui n'est pas suffisamment articulée avec l'analyse de l'actualité, ou plutôt, avec l'actualité de l'élaboration marxiste, et donc y compris incapable de dialoguer efficacement avec les radicalités non-marxistes qui émergent dans la polarisation idéologique en cours. Fatalement, les choix tactiques qui découlent de ces biais dogmatiques se caractérisent par une constante rigidité — tandis qu'on observe paradoxalement une certaine souplesse sur le plan programmatique, avec un NPA-Révolutionnaires qui se contente globalement d'un « programme d'urgence » légèrement plus radical que celui de l'ancienne direction du NPA mais très insuffisant pour répondre aux préoccupations et enjeux actuels.

Subordination de la tactique à l'auto-construction.

Venons-en donc à la tactique : l'intervention du parti dans le mouvement contre la réforme des retraites nous a d'abord montré un manque de sensibilité tactique, avec par exemple le rejet des propositions de calendrier faites par la fraction « de gauche » de la bureaucratie de la CGT. Nous avions pour notre part défendu qu'il fallait s'appuyer sur elles pour ouvrir une brèche dans l'hégémonie mortifère de l'orientation de l'intersyndicale et ses « journées saute-mouton », et développer — évidemment contre cette fraction oppositionnelle mais bureaucratique de la CGT — l'auto-organisation dans certains secteurs. Globalement, et en l'absence d'auto-organisation spontanée, l'orientation du parti dans ce mouvement n'avait aucun élément concret de la situation sur lequel s'appuyer. Elle s'est alors résumée, au-delà d'interventions locales, à de vagues incantations à la grève générale (y compris dans des discussions de fond organisées à destination de l'extérieur).

À l'inverse, l'intervention du parti dans le mouvement de solidarité avec la Palestine a fait preuve de sensibilité tactique : développement d'une inter-organisation, développement de cadres de médiation (« Soignant.es pour Gaza »). Mais cette sensibilité tactique s'est avérée être au service d'une logique d'auto-construction ! L' « inter-orga Palestine » dirigée par le parti n'était qu'une manière de contourner son incapacité à gérer le caractère minoritaire de son orientation dans l'autre inter-orga, Urgence Palestine, qui était bien plus organique au mouvement. Le collectif « Soignant.es pour Gaza » était de son côté verrouillé par le « secrétariat santé » du parti (au point que des camarades non-soignant.es l'ont investi en étant trop nombreux.ses et en en prenant la direction immédiatement). Alors même qu'un tel collectif aurait eu vocation à rassembler tou.tes les soignant.es du mouvement, qu'importe leur sensibilité politique… et qu'importe leur rapport à la religion islamique.

Les européennes, ou la fuite en avant identitaire et appareilliste.

Cette subordination de la tactique à l'auto-construction se vérifie jusque sur le terrain électoral (parce que la question électorale reste une question tactique) : la direction a mis en branle l'ensemble des comités pour qu'ils fournissent un effort monumental afin de récolter les fonds nécessaires à la participation aux européennes. Tout cela pour une campagne dont nous savions par avance qu'elle ne nous donnerait que très peu de visibilité médiatique (qui est bien la plus-value de la participation à une campagne électorale par rapport à l'organisation de meetings de propagande en présentiel avec nos milieux). Le score est d'ailleurs loin d'être à la hauteur de ce qu'a pu faire par le passé l'extrême gauche française : 0,15%, « loin » derrière Lutte Ouvrière (0,49%) qui ne bénéficie pourtant pas du capital symbolique de la marque « NPA » et répand un discours encore plus économiciste et ouvriériste, largement déconnecté des préoccupations multiples du prolétariat (qui ne se résume pas aux ouvriers

industriels…). Sur le fond, la campagne du NPA-Révolutionnaires est restée plutôt rabougrie : d'ailleurs, pas un mot sur la question européenne dans une élection européenne… Quelques mesures d'urgences (non-articulées avec l'expropriation mais avec la démagogie réformiste habituelle du « de l'argent, il y en a »), de vagues formules d'affirmation d'un profil « de lutte » et d'une identité communiste révolutionnaire, ce qui ne fait pas un programme en direction du prolétariat, des agriculteurs et de la petite bourgeoisie déclassée qui pâtissent pourtant beaucoup de l'utilisation qui est faite par la bourgeoisie française des institutions européennes pour mener son offensive de classe : directives européennes de mise en concurrence des monopoles publics, politique agricole commune, traités de constitutionnalisation de la politique budgétaire, etc. En somme, une campagne peu audible, et d'ailleurs peu efficace du point de vue de son véritable objectif sous-jacent de légitimation en tant que « véritable NPA ». Pourquoi d'ailleurs n'avoir pas saisi la main tendue aux dernières RER par Révolution Permanente ? Si cette main tendue n'était pas sincère, pourquoi ne pas avoir cherché alors à démasquer son caractère factice en jouant le jeu de la discussion autour d'une campagne commune ?

Conclusions provisoires quant à la construction du parti révolutionnaire en France.

De notre expérience dans le NPA-Révolutionnaires, nous tirons la conclusion que le dernier espace de l'extrême-gauche révolutionnaire « indépendante » dans lequel et à partir duquel nous pensions qu'il était possible d'intervenir est en réalité une impasse. Alors que la situation est très instable et s'accélère, le NPA-Révolutionnaires construit un appareil propagandiste incapable d'y intervenir correctement. Nous estimons que la construction d'un parti révolutionnaire prêt à diriger au moment décisif ne pourra pas passer par l'agrégation progressive d'individus autour d'un appareil de propagande, et encore moins lorsque celui-ci a une analyse erronée de la situation et des tâches, en l'imposant sans congrès à ses militants sous peine d'accusations de déloyauté.

Nous faisons alors le choix de passer par une voie détournée, celle de la construction, avec nos camarades de la Tendance CLAIRE (ex-tendance du NPA), d'un courant révolutionnaire dans La France Insoumise. Bien que cela reste encore relativement limité au terrain électoral, La France Insoumise polarise aujourd'hui une partie significative de la radicalité qui traverse les classes populaires, et regroupe de plus en plus de jeunes qui souhaitent militer pour un autre monde en rupture avec le capitalisme. Nous pensons par ailleurs qu'étant donné l'état d'inertie et de sectarisme de l'extrême gauche organisée et de ses faiblesses programmatiques, la question organisationnelle devient secondaire et que nous pouvons expérimenter de mener une intervention délimitée mais dans des regroupements plus large que nous-mêmes — comme l'ont d'ailleurs toujours fait les marxistes, à commencer par Marx lui-même dans l'AIT et la Ligue des justes. Nous construirons ainsi LFI tout en maintenant un programme et une orientation révolutionnaire, pointant les limites d'un gouvernement réformiste radical au pouvoir (ce qui n'est, au passage, pas la même chose, en termes

de possibilités d'ouverture d'une crise politique, qu'un gouvernement bourgeois).

Dissolution de l'Assemblée nationale : empêcher l'arrivée au pouvoir du RN, y compris sur le terrain électoral qui nous est imposé.

À la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron, le Comité Exécutif a réagi en annonçant publiquement, sans hésitation, et avant même de convoquer le Conseil Politique National extraordinaire de ce week-end, que le NPA-Révolutionnaires présenterait des candidats aux législatives. Du point de vue des révolutionnaires qui considèrent qu'appeler à voter pour des réformistes est contraire au principe d'indépendance de classe, le minimum aurait été, après la débâcle des européennes, de proposer, avant toute déclaration unilatérale, à LO et à RP un front uni électoral des révolutionnaires pour qu'au moins la « voix des révolutionnaires » soit entendue largement et apparaisse un minimum significative.

Mais même une telle politique nous semble erronée dans la situation : bien que l'arrivée du RN au pouvoir ne constitue pas un véritable « danger fasciste » — au sens où le RN, dont les capacités de mobilisation extraparlementaires sont très faibles au-delà de petits groupuscules, n'aurait pas les moyens de renverser la constitution bourgeoise — elle doit néanmoins être empêchée pour le danger qu'elle représente pour toute une partie (en particulier les femmes, les migrant.es et les musulman.es) de notre classe, ainsi que pour l'ensemble de la classe en termes d'accélération inédite des politiques néolibérales et autoritaires. L'extrême-gauche organisée ferait par ailleurs face à un risque de dissolution à la moindre occasion juridiquement justifiable.

Pour empêcher cela, bien qu'une mobilisation massive sur le terrain de la lutte des classes serait évidemment décisive, le terrain électoral nous est imposé sur un temps très court, dans un contexte où il est peu probable que les directions syndicales se saisissent du moment pour mobiliser massivement dans les entreprises. Par conséquent, nous n'avons pas d'autre choix ici que d'intégrer à notre politique d'ensemble un soutien électoral critique et défensif à l'union des gauches réformistes et bourgeoises derrière le « nouveau front populaire » . Par ailleurs, le « front populaire » d'aujourd'hui ne vise pas à canaliser une puissante montée de la lutte de classe dans le cadre des institutions bourgeoises, comme ce fut le cas en 1934-1936, mais une alliance électorale montée en urgence pour éviter l'arrivée fort possible de l'extrême droite au pouvoir. Faire sa campagne est donc, pour les révolutionnaires, une question purement tactique pour préserver, dans une situation ponctuelle très particulière, les intérêts immédiats de la classe ouvrière et des opprimé.es. Pour notre part, nous ferons donc campagne pour les candidats LFI de ce front, sans soutenir le programme de LFI, ni celui, encore plus limité, du « nouveau front populaire ».

4 exs militant.e.s du npa R, le 17 juin 2024